

18 mars 1963, Québec

Campagne de souscription pour L'Évangéline

Il n'est pas habituel, en cette période de l'année – alors que le Parlement est en pleine session et que le Conseil exécutif de la province s'occupe activement à la préparation du budget – il n'est pas habituel, dis-je, que le Premier ministre accepte l'une ou l'autre des nombreuses invitations qui lui sont faites de porter la parole en public. Si j'ai consenti à déroger ce soir à la règle établie, c'est pour, deux raisons bien particulières.

Les quotidiens et les hebdomadaires de langue française du pays ont accepté avec joie et empressement de conjuguer leurs efforts pour venir en aide à l'un des leurs. Cette unanimité de notre presse – qui ne se produit pas tous les jours, on l'admettra – démontre sans équivoque l'importance de la cause que nos journaux ont entrepris de faire triompher. Il s'imposait que le Premier ministre de la seule province française du pays contribue de sa personne à cette cause, en acceptant l'invitation qui lui était faite conjointement par l'Association des quotidiens de langue française et par l'Association des hebdomadaires de langue française du Canada.

Mais il est une autre raison que je crois plus importante encore. Dans le petit dépliant publicitaire que nos journaux ont fait imprimer pour les fins de la campagne d'aide à l'Évangéline, il est dit que laisser mourir le seul quotidien français des Maritimes [« serait une catastrophe nationale et marquerait un recul considérable dans la conquête des droits des Canadiens français en ces provinces »]. Voilà qui est grave – voilà qui nous impose des obligations. Et il n'est pas difficile de constater où se situe notre devoir. S'il est un domaine où le gouvernement de l'État du Québec possède déjà le mandat d'agir, c'est bien celui de notre langue et de notre culture. En effet, à deux reprises déjà en l'espace de vingt-sept mois, le peuple du Québec a démontré sa volonté d'affirmer, par la langue et la culture, notre présence française sur le continent nord-américain. Et il a consenti, pour cela, à ce que le Québec se constitue la mère patrie des trois ou quatre millions de Canadiens français et d'Acadiens qui vivent au-delà de nos frontières, en Ontario, dans les Maritimes, dans l'Ouest, en Nouvelle-Angleterre et en Louisiane. Dans ces conditions, je crois bien qu'il n'est pas nécessaire pour moi de préciser qu'il nous appartient à nous, du gouvernement de la province, d'encourager et de seconder les organisateurs de la campagne d'aide à l'Évangéline qui veulent faire une réussite de cette souscription nationale en faveur du journal des Acadiens! Je suis sûr d'ailleurs qu'ils connaîtront le succès.

Il n'est pas dans mes intentions de résumer, même brièvement, l'histoire à la fois émouvante et étonnante du peuple acadien, peuple de langue française et de foi catholique qui a connu en terre d'Amérique un destin bien différent de celui des descendants des pionniers du Québec. Vous tous ici ce soir, qui avez accepté d'unir vos efforts pour faire triompher la cause de l'Évangéline, savez les terribles épreuves qu'ont subies les Acadiens et les obstacles multiples qu'ils ont dû surmonter pour survivre, se regrouper et réussir finalement à faire entendre leur voix dans cette partie du Canada qu'on appelle les provinces maritimes.

Je me contenterai de rappeler qu'ils constituent de nos jours un groupe compact et bien organisé – que les progrès qu'ils ont accomplis depuis trois quarts de siècle ont été édifiants

qu'ils exercent une influence indispensable, surtout au Nouveau-Brunswick où ils constituent près de quarante % de la population. Comme le soulignait récemment le président de l'Évangéline Limitée devant la Chambre de Commerce de Montréal: « Les Acadiens ont fait en sorte que le Nouveau-Brunswick est peut-être la province qui constitue la meilleure réplique du Canada lui-même par rapport à la composition de ses principaux groupes ethniques ».

Il est sans doute vrai, comme le disait encore Me Adélarde Savoie, que l'Acadien se distingue suffisamment du Canadien français pour incarner un type différent – qu'il parle différemment qu'il s'amuse autrement – que ses chansons, ses légendes et ses traditions n'ont pas le même souffle que les nôtres. Mais sa voix est française et il appartient, de ce fait, à cette grande famille dont l'État du Québec se veut être à la fois le défenseur et le héraut sur notre continent.

Il y a quelques jours à peine, nous avons une preuve nouvelle de l'appartenance indéniable de la communauté acadienne à la nation canadienne-française. C'est en effet au directeur de l'Évangéline, monsieur Emery LeBlanc, que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a accordé cette année son Grand Prix de Journalisme – le prix « Olivar Asselin 1963 » du nom de l'un des plus grands journalistes qu'ait connus le Québec.

Je sais me faire ici l'interprète de toute la population française du Canada, et même des États-Unis, en présentant à monsieur LeBlanc les félicitations les plus chaleureuses pour l'honneur qu'il vient de se mériter et qui rejaillit sur tout le peuple acadien.

À plusieurs reprises déjà, il m'a été donné de dire publiquement l'importance que représente pour notre groupe ethnique sa presse écrite et parlée. Ai-je besoin de rappeler que notre histoire – et à cet égard celle de l'Acadie s'apparente à celle du Canada français – que notre histoire, dis-je, démontre que le journalisme fut longtemps presque la seule profession qui, à côté du clergé, a maintenu les valeurs de la culture et les œuvres de la pensée chez nous.

Les choses ont évidemment bien changé depuis. Le journalisme, comme toutes les autres professions et toutes les autres entreprises, a dû se transformer progressivement afin d'être toujours bien de son temps et d'en refléter fidèlement toutes les réalités. Le journalisme connaît donc lui aussi de plus en plus les spécialisations. Cependant, malgré toutes les préoccupations nouvelles qui l'assaillent en cette époque de difficultés et d'évolution, notre presse sait demeurer fidèle à sa mission première: celle d'être un dynamique instrument de diffusion de notre langue et de notre culture. En ce sens, elle est pour nous plus qu'un service public: elle est véritablement une vocation, avec tout ce que ce mot renferme d'austère et de consolant.

Un dîner comme celui-ci, qui réunit un grand nombre de journalistes et d'administrateurs de journaux désireux d'aider un confrère, présente une certaine tentation pour celui qui vous parle. C'est celle de vous entretenir des rapports entre la presse et le pouvoir. Je m'en voudrais cependant d'y succomber. D'abord, parce que j'ai déjà eu l'occasion de traiter ce sujet passionnant devant l'Union canadienne des Journalistes de langue française, peu après que je fus devenu Premier ministre du Québec – ce qui est encore assez récent! – ensuite, parce qu'au plan de la langue et de la culture, la presse et le pouvoir chez nous, loin

de s'affronter, partagent le même but et le même idéal. Je dirai même que, dans ce domaine tout au moins, tous deux sont à ce point fidèles au bien de notre groupe ethnique que leur action les identifie presque l'un à l'autre. N'est-ce pas là d'ailleurs la raison qui fait se retrouver ce soir à la même table les représentants de la presse et du pouvoir?

Une assemblée comme la vôtre sait déjà quel appui non équivoque nos journaux apportent au mouvement que je dirige dans ses efforts pour faire du Québec notre État national et mieux faire ainsi rayonner le fait français en terre d'Amérique. Dans le même esprit, notre province à son tour n'éprouve aucune hésitation à seconder officiellement et tangiblement la presse de chez nous dans sa décision combien louable d'assurer la survivance et le progrès du journal national des Acadiens.

Je me souviens d'avoir déjà dit à un groupe de journalistes qu'il n'y a de citoyens responsables que les citoyens éclairés, et qu'il n'y a de citoyens éclairés que là où existe une presse responsable. Si l'on regarde jusqu'à quel point les Acadiens, en dépit des difficultés énormes qu'ils ont eu à vaincre, ont su assumer constamment leurs responsabilités, il ne fait pas de doute qu'ils sont des citoyens éclairés. Et une très large part du mérite en revient surtout à l'Évangéline, le seul quotidien de langue française des Maritimes.

Tous conviendront, je crois, que le journal l'Évangéline est irremplaçable dans son milieu. Comme l'a écrit un quotidien de la métropole, l'Évangéline est en quelque sorte le catalyseur des nouvelles des centres français des quatre provinces atlantiques et nous lui sommes redevables de les diffuser quotidiennement au reste du Canada. C'est l'Évangéline encore qui polarise toutes les bonnes volontés, tous les mouvements d'affirmation française, tous les efforts économiques des nôtres, toute l'impulsion donnée à l'expansion de l'éducation en milieu acadien.

Je ne puis m'empêcher de songer ici à une pensée célèbre du philosophe Sénèque que beaucoup d'entre nous auraient avantage à méditer souvent. Ce penseur romain aimait répéter: « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas. C'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles ».

Depuis quatorze ans qu'il est devenu quotidien, le journal l'Évangéline a osé constamment. Les choses n'en ont pas toujours été faciles pour autant, mais il a démontré qu'elles étaient tout au moins possibles. Et elles vont le devenir encore davantage avec la mise en œuvre du programme d'expansion auquel vise la présente souscription.

Non, vraiment, les Acadiens ne sauraient se dispenser d'un quotidien comme celui qu'ils ont réussi à établir à Moncton, dans ce Nouveau-Brunswick qui est appelé à devenir la deuxième province à majorité de langue française. De là la nécessité pour nous de souscrire généreusement à la campagne qu'inaugurent ce soir les journaux d'expression française du pays. L'État du Québec se devait de donner l'exemple. On a déjà annoncé que sa souscription était de \$15,030. Ce montant représente dix % de l'objectif de \$150 000. Et nous pouvons peut-être y trouver un symbole du désir que nous entretenons tous de voir l'Évangéline entreprendre avec confiance et sérénité sa quinzième année de publication quotidienne.

D'avance nous sommes convaincus que la population du Québec suivra l'exemple que lui donne son gouvernement et qu'elle souscrira généreusement le montant que nos quotidiens et hebdomadaires jugent indispensable pour assurer définitivement la stabilité financière de l'Évangéline. C'est le moins que peuvent faire les citoyens d'un État qui se veut la mère patrie de tous les parlants français d'Amérique.